

## VERSION ADMINISTRATIVE DU RÈGLEMENT SUR LES ANIMAUX

(Règlement 277-2002, tel que modifié par le règlement 324-2007)

Note : cette version n'est qu'à des fins administrative afin d'en faciliter  
la compréhension et n'a aucune valeur légale

**Article 1** Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

### **Article 2 Définitions**

Aux fins du présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

#### *Chien guide*

Un chien entraîné pour palier à un handicap visuel.

#### *Contrôleur*

Outre les agents de la paix de la Sûreté du Québec, la ou les personnes physiques ou morales, sociétés ou organismes que le conseil de la municipalité a, par sa résolution, chargés d'appliquer la totalité ou partie du présent règlement.

#### *Endroit public*

Tout lieu propriété de la municipalité, y compris les parcs situés sur son territoire et qui sont sous sa juridiction, comprenant tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos, de détente, pour la pratique de sports, pour le loisir et pour toute autre fin similaire.

#### *Gardien*

Est réputé gardien, le propriétaire d'un animal domestique ou agricole, la personne qui en a la garde ou qui l'accompagne.

### **Article 3 Ententes**

La municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme pour l'autoriser à appliquer en tout ou en partie un règlement de la municipalité concernant les animaux.

Toute personne ou organisme qui se voit confier l'autorisation d'appliquer en tout ou en partie le présent règlement est appelé, aux fins des présentes, le contrôleur.

**Article 4 Licence** (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 5 Durée** (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 6 Coûts** (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 7 Renseignements** (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 8 Mineur** (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 9 Endroit** (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 10 Identification** (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 11** Port (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 12** Registre (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 13** Pertes (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 14** Capture (NOTE : *OMIS VOLONTAIREMENT*)

**Article 15** Animalerie

Les articles 4 à 14 ne s'appliquent pas aux exploitants d'animalerie.

**Article 16** Nuisances

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des nuisances ou infractions et sont à ce titre prohibés, rendant le gardien passible des peines édictées par le présent règlement :

- a. le fait, pour un chien, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix, la tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes ;
- b. le fait, pour un animal, de déranger les ordures ménagères ;
- c. le fait, pour un animal, de se trouver dans les endroits publics avec un gardien incapable de le maîtriser en tout temps ;
- d. le fait, pour un animal, de se trouver sur un terrain privé sans le consentement exprès du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain ;
- e. le fait, pour un animal, de causer des dommages à une pelouse, terrasse, jardin, fleurs ou jardin de fleurs, arbustes ou autres plantes ;
- f. le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre un animal dont le gardien se conforme en tout point au présent règlement ;
- g. le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi ;
- h. le fait, pour un chien se trouvant à l'extérieur du terrain où est situé le bâtiment occupé par son gardien ou à l'extérieur du véhicule de son gardien, de manifester autrement de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi ;
- i. le fait, pour un chien, de se trouver à l'extérieur du terrain sur lequel se situe le bâtiment ou la partie du bâtiment occupé par son gardien ou propriétaire ou d'errer dans les rues et places publiques sans être accompagné et tenu en laisse par une personne capable de maîtriser ou de contrôler l'animal ;
- j. le fait, pour un chien, de se trouver sur une place publique où une enseigne indique que la présence du chien est interdite. Cette disposition ne s'applique pas aux chiens guides et aux chiens aidant leurs gardiens dans leurs déplacements en chaise roulante ;
- k. le fait, pour un gardien, de ne pas immédiatement enlever les matières fécales produites par un chien et de ne pas en disposer de manière hygiénique. À cette fin, le gardien accompagné du chien doit, quand il est hors des limites de sa propriété ou de son logement, avoir en sa possession le matériel nécessaire à enlever les excréments du chien et à en disposer de façon hygiénique. Cette disposition ne s'applique pas aux chiens guides ;
- l. le fait de négliger de nettoyer de façon régulière les excréments sur sa

propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquate ;

- m. le fait, pour un propriétaire, de laisser un animal seul sans la présence d'un gardien ou des soins appropriés pour une période de plus de vingt-quatre (24) heures ;
- n. le fait de laisser errer un chien sur tout endroit public.

**Article 17 Chien dangereux**

Constitue une nuisance et est prohibé tout chien dangereux.

Est réputé être un chien dangereux celui qui, sans aucune provocation ni malice, a mordu ou a attaqué une personne qui se comporte pacifiquement et selon la loi ou un autre animal dont le gardien respecte le présent règlement, lui causant une blessure ayant nécessité une intervention médicale, telle qu'une plaie profonde ou multiple, une fracture, une lésion interne ou autre.

**Article 18 Morsure**

Lorsqu'un chien a mordu une personne, son gardien en avise le Service de police le plus tôt possible et au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures .

**Article 19 Races interdites**

Constitue une nuisance et est prohibé en tout temps sur le territoire de la municipalité :

- a. un chien de race Bull-terrier, Staffordshire terrier, American pitt-bull-terrier (p.i.h.) ou American Staffordshire terrier ;
- b. un chien hybride issu d'un chien de l'une des races mentionnées au paragraphe " a " de cet article et d'un chien d'une autre race ;
- c. un chien de race croisée qui possède les caractéristiques substantielles d'un chien de l'une des races mentionnées au paragraphe " a " du présent article ;
- d. un chien déclaré dangereux par le Service de protection des animaux suite à une analyse du caractère et de l'état général de l'animal.

**Article 20 Droits acquis**

Malgré l'article 19, le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un bâtiment ou d'un logement qui possédait, avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, un chien de race interdite peut conserver l'animal en autant que les conditions suivantes soient remplies :

- a. produire un certificat d'un médecin vétérinaire attestant que l'animal a été stérilisé ;
- b. déposer une attestation d'une compagnie d'assurance qu'il possède une assurance responsabilité publique d'un minimum de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$). Un avenant à ladite assurance doit prévoir qu'en cas d'annulation de  
  
l'assurance, l'assureur avisera la municipalité à l'adresse suivante : 228, route 253 Sud, Saint-Malo (Québec) JOB 2YO
- c. déposer une attestation à l'effet qu'il a suivi et réussi avec son chien un cours d'obéissance donné par une personne reconnue.

**Article 21 Animaux autorisés**

Il est défendu à toute personne de garder dans les limites de la municipalité un animal autre que :

- a. les chiens (non spécifiquement prohibés à l'article 19), chats, poissons, petits rongeurs de compagnie (souris et rats sélectionnés par l'homme), lapin miniature ainsi que le furet (*mustela putorius furo*) ;
- b. les espèces et le nombre d'amphibiens et de reptiles indigènes admis à la garde par le *Règlement sur les animaux en captivité* (L.R.Q. 1977, ch.C-61.1, R.0.001) ;
- c. les animaux exotiques suivants :
  - i) tous les reptiles sauf les crocodiles, les lézards venimeux, les serpents venimeux, les boas, les pythons, les anacondas, ainsi que les serpents pouvant atteindre un (1) mètre de longueur à l'âge adulte, les tortues marines ainsi que la tortue verte à oreilles rouges ;
  - ii) tous les amphibiens ;
  - iii) tous les oiseaux suivants : les capitonidés, les colombidés, les embéridés, les estrildidés, les fringillidés, les irinidés, le mainate religieux, les musophagidés, les ploceidés, les psittacidés, les pycnonotidés, les ramphastidés, les timaliidés, les turdidés, les zostérophidés ;
  - iv) tous les mammifères suivants : les chinchillas, les cochons d'Inde, les dégoux, les gerbilles, les gerboises et les hamsters.

Il est également défendu à toute personne de garder des animaux agricoles sauf lorsque cette garde est autorisée en vertu d'un règlement de zonage de la municipalité. Aux fins de cet alinéa, l'expression «animal agricole» désigne un animal que l'on retrouve habituellement sur une exploitation agricole et qui est gardé particulièrement pour fins de reproduction ou d'alimentation.

Exceptionnellement, la garde des animaux agricoles sera permise pour des fins thérapeutiques dans le cadre d'un programme spécifique et qui vise l'amélioration de la qualité de vie des aînés ou des personnes handicapées.

**Article 22 Nombre**

Il est défendu au propriétaire, au locataire ou à l'occupant d'un bâtiment ou d'un logement de garder sur une propriété, dans un bâtiment, un logement ou une dépendance plus de deux (2) chiens.

**Article 23 Exception**

L'article précédent ne s'applique pas si une chienne met bas. Les rejets peuvent être gardés pour une période maximum de trois (3) mois.

Cependant, comme mesure transitoire, le propriétaire, le locataire ou occupant d'un bâtiment ou d'un logement qui possédait, avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, plus de deux (2) chiens conserve ses droits acquis, mais ceux-ci s'annulent au fur et à mesure du décès, de la vente ou de la donation de ces animaux.

**Article 24 Cruauté**

Il est défendu de maltraiter ou de traiter cruellement tout animal.

**Article 25 Combats d'animaux**

Il est défendu à toute personne d'organiser, de participer, d'encourager ou d'assister au déroulement d'un combat d'animaux.

**Article 26 Nourriture**

Le gardien doit fournir à l'animal sous sa garde la nourriture quotidienne appropriée à son espèce et à son âge.

**Article 27 Abri extérieur**

Le gardien d'un animal domestique gardé à l'extérieur doit lui fournir un abri approprié à son espèce et à la température. L'abri doit rencontrer les normes minimales suivantes :

- a. il ne doit pas être situé dans un endroit trop ensoleillé ni être trop exposé au vent, à la neige ou à la pluie ;
- b. il doit être étanche et être isolé du sol et être construit d'un matériel isolant.

**Article 28 Abandon d'animal**

Il est défendu à toute personne d'abandonner un animal.

**Article 29 Remise**

Le gardien d'un animal qui veut s'en départir doit, à défaut de le donner ou de le vendre, le remettre au contrôleur.

**Article 30 Animaux morts**

Le gardien d'un animal mort doit dans les vingt-quatre (24) heures de son décès, en disposer selon les normes du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

**Article 31 Fourrière - pouvoir d'intervention**

Le contrôleur peut, en tout temps, ordonner le musellement, la détention ou l'isolement de tout animal pour une période déterminée. Le gardien qui ne se conforme pas à cette ordonnance commet une infraction au présent règlement.

**Article 32 Capture**

Le contrôleur peut capturer et mettre en fourrière un animal considéré comme une nuisance ou un animal qui contrevient ou dont le gardien contrevient aux dispositions du présent règlement. À cette fin, le contrôleur peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal.

**Article 33 Dard tranquillisant**

Pour la capture d'un animal, le contrôleur est autorisé, sur prescription d'un vétérinaire, à utiliser un dard tranquillisant administré par une personne compétente.

**Article 34 Animal blessé ou malade**

Le contrôleur peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal blessé, maltraité ou malade. Il peut le capturer et le mettre en fourrière jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à ce que l'endroit approprié à la garde de l'animal soit disponible. Il peut également requérir l'intervention d'un vétérinaire pour lui administrer les soins nécessaires.

Il peut ordonner la destruction d'un animal blessé ou malade mis en fourrière s'il présente un danger de contagion ou que sa destruction constitue une mesure humanitaire.

**Article 35 Destruction immédiate**

Un animal qui constitue une nuisance peut être détruit immédiatement lorsque sa capture comporte un danger pour la sécurité des personnes.

**Article 36 Fourrière**

Toute personne peut faire mettre en fourrière tout animal qui contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement.

**Article 37 Responsabilité**

Ni la municipalité, ni ses employés ne peuvent être tenus responsables des dommages ou blessures causés à un animal par suite de sa capture et de sa mise en fourrière.

**Article 38 Délai**

Un animal mis en fourrière est gardé pendant une période de trois (3) jours avant d'en disposer.

**Article 39 Reprise**

Le gardien d'un animal mis en fourrière peut en reprendre possession sur présentation de son certificat, le cas échéant, et sur paiement des frais de garde en fourrière, de transport ou d'examen ou soins vétérinaires à la condition de se présenter à la fourrière avant l'expiration du délai de trois (3) jours suivant la capture de l'animal.

**Article 40 Frais**

Les frais de garde d'un animal de même que les frais de transport et, le cas échéant, d'examen vétérinaire seront facturés selon leur coût réel.

**Article 41 Expiration du délai**

À l'expiration du délai de trois (3) jours suivant sa capture, un animal est détruit ou aliéné à titre gratuit ou onéreux.

**Article 42 Droit d'inspection du contrôleur**

Le conseil autorise ses officiers (contrôleurs) chargés de l'application du présent règlement à visiter et à examiner, entre 7 et 19 heures, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

**Article 43 Refus de laissez inspecter**

Commets une infraction le propriétaire, locataire ou occupant mentionné à l'article 41 du présent règlement qui refuse de laisser l'autorité compétente inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent règlement.

## DISPOSITIONS PÉNALES

**Article 44 Amendes**

À moins qu'une peine ne soit spécifiquement prévue, quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient au présent règlement commets une infraction et est passible en plus des frais, sur déclaration de culpabilité :

- a. pour une première infraction, d'une amende de soixante-quinze dollars (75 \$) ;
- b. en cas de récidive, d'une amende de cent cinquante dollars (150 \$).

**Article 45 Amendes - 50 \$ (*NOTE : OMIS VOLONTAIREMENT*)**

Quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient aux articles 4 et 11 du présent règlement commets une infraction et est passible, en plus des frais, sur déclaration de culpabilité :

- a. pour une première infraction, d'une amende de cinquante dollars (50 \$) ;
- b. en cas de récidive, d'une amende de cent dollars (100 \$).

**Article 46 Amendes - 100 \$**

1) Quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient aux articles 16 a, b, c, d, e, i, j, k, l, m, n, 18 et 29 du présent règlement commets une infraction et est passible, en plus des frais, sur déclaration de culpabilité :

- a. pour une première infraction, d'une amende de cent dollars (100 \$) ;
- b. en cas de récidive, d'une amende de deux cents dollars (200 \$).

2) Quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient à l'article 30 du présent règlement commets une infraction et est passible, en plus des frais, sur

déclaration de culpabilité :

- a. pour une première infraction, d'une amende de cent dollars (100 \$) pour chaque animal mort. Tous les frais encourus à la disposition des animaux morts seront à la charge du gardien des animaux. La disposition des animaux morts doivent respecter les normes du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ;
- b. pour une deuxième infraction, d'une amende de deux cents dollars (200 \$) pour chaque animal mort. Tous les frais encourus à la disposition des animaux morts seront à la charge du gardien des animaux. La disposition des animaux morts doivent respecter les normes du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ;
- c. Pour une troisième infraction, d'une amende de mille dollars (1 000 \$) pour chaque animal mort. Tous les frais encourus à la disposition des animaux morts seront à la charge du gardien des animaux. La disposition des animaux morts doivent respecter les normes du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

**Article 47 Amendes - 200 \$**

Quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient aux articles 21 à 28 inclusivement et 43 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, sur déclaration de culpabilité :

- a. pour une première infraction, d'une amende de deux cents dollars (200 \$) ;
- b. en cas de récidive, d'une amende de quatre cents dollars (400 \$).

**Article 48 Amendes - 300 \$**

Quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient aux articles 16 f, g, h, 17, 19, 31 et 41 du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, sur déclaration de culpabilité :

- a. pour une première infraction, d'une amende de trois cents dollars (300 \$) ;
- b. en cas de récidive, d'une amende de six cents dollars (600 \$).

**Article 49 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

**RÈGLEMENT ORIGINAL**

Avis de motion : 4 mars 2002  
Adoption : 3 juin 2002  
Publication : 18 juin 2002

**MODIFICATION**

Avis de motion : 14 mai 2007  
Adoption : 11 juin 2007  
Publication : 05 juillet 2007

*Note : cette version n'est qu'à des fins administrative afin d'en faciliter la compréhension et n'a aucune valeur légale*